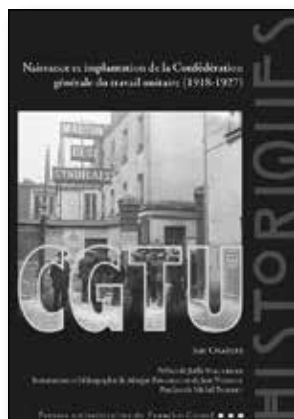


d'encadrement (ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise) devaient être comprises non pas en matière d'alliance, mais en matière de convergence d'intérêts. Un souci de convergence qui distingue radicalement le syndicalisme de l'UGICT du syndicalisme catégoriel encouragé par le patronat.

Le rôle du Groupement national des cadres (GNC), créé en 1937 est souligné. Il a été déterminant à un double titre : maintien de l'unité syndicale malgré la guerre froide, unité permettant un rapport de forces concrétisé dans le statut des personnels de l'énergie.

À ce titre, l'auteur rappelle l'apport éminent de René Le Guen. Commentant le statut obtenu en 1946, celui-ci notait : « Lorsqu'un travailleur, et un cadre en particulier, se sent délivré de la peur, [...] lorsqu'il se sent bien dans l'entreprise, parce que sa finalité répond à une orientation fixée démocratiquement et à des objectifs conformes à l'intérêt général, il est à même de lui donner plus et mieux, et celle-ci est mieux à même de se développer au bénéfice de la société tout entière. »

Désormais, le monde du travail se partage équitablement entre salariés à responsabilité et salariés d'exécution. Dans ce contexte, il n'est pas superflu de faire un retour sur la dynamique impulsée par la CGT dans le secteur de l'encadrement. Autant dire que ce livre vient à son heure. ●



## Naissance et implantation de la Confédération générale du travail unitaire (1918-1927)

Presses universitaires de Franche-Comté, 2023

JEAN CHARLES

PAR DAVID NOËL

« Au regard de son importance, la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) est l'organisation la plus mal connue du conglomerat communiste », soulignait fort justement il y a une dizaine d'années l'historien Romain Ducoulombier.

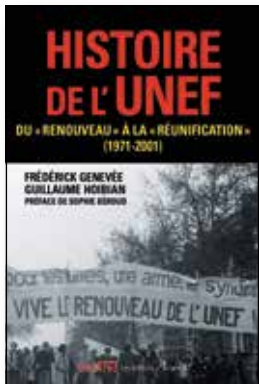
En publiant, à titre posthume, la thèse de Jean Charles (1937-2017) consacrée à la naissance et à l'implantation de la CGTU, les Presses universitaires de Franche-Comté viennent réparer un manque et rendent par la même occasion un très bel hommage à l'historien, spécialiste du mouvement ouvrier, qui avait adhéré au PCF en 1953 et revendiquait de faire « une histoire à la fois laïcisée et honnête » du Parti communiste. Après une rencontre avec Waldeck Rochet et grâce à l'intervention de son directeur de thèse, Jacques Droz, Jean Charles a pu se rendre en URSS en 1968 pour un séjour d'un an consacré au dépouillement des archives de la CGTU. À la mort de Jacques Droz, Jean Charles poursuivit sa thèse sous la direction d'Antoine Prost avant de devoir l'abandonner. Agrégé d'histoire, enseignant à Dôle puis au lycée de Besançon, Jean Charles devint maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté. La publication de sa thèse inachevée a bénéficié du soutien de la Maison des sciences de l'homme (MSH) de Dijon. Morgan Poggioli et Jean Vigreux en ont assuré l'édition scientifique. Les cartes et les illustrations ont également été réactualisées par les équipes de la MSH de Dijon.

Si le projet initial de la thèse envisagée par Jean Charles portait sur la période 1918-1931, son ouvrage s'achève sur l'année 1927. Le livre I, « Aux origines de la CGTU », est découpé en trois parties et neuf chapitres qui racontent, avec une précision remarquable, les étapes du « regroupement minoritaire », celles de « l'assaut minoritaire » des syndicalistes révolutionnaires et communistes contre la direction de la CGT et « la grande cassure » de 1921-1922. Les cinq chapitres qui forment cette troisième partie nous permettent de suivre pas à pas le déroulement de la scission, la mise en place des structures de la CGTU et les affrontements entre syndicalistes communistes et libertaires. Le livre II est resté inachevé, avec quatre chapitres formant une quatrième partie consacrée à l'implantation de la CGTU, qui propose au lecteur de nombreuses données chiffrées.

Dans la postface, l'historien Michel Pigenet souligne les principaux acquis de cette « œuvre pionnière, demeurée trop longtemps confidentielle qui n'a pas pu jouer son rôle d'ouvrage de référence ».

La publication de l'ouvrage de Jean Charles témoigne du regain d'intérêt pour la CGTU depuis la célébration de son centenaire en 2022, qui s'est notamment manifesté par l'organisation d'un séminaire mensuel de l'Institut ►►

► d'histoire sociale (IHS) de la CGT consacré à l'histoire de la CGTU. Au-delà des historiens, l'ouvrage de Jean Charles intéressera aussi, sans nul doute, les syndicalistes et les militants désireux de mieux connaître le passé de leur organisation. ●



**Histoire de l'UNEF.  
Du « Renouveau » à la  
« réunification » (1971-  
2001)**

Syllepse/Arcane 17, 2024  
**FRÉDÉRIK GENEVÉE,  
GUILLAUME HOIBIAN**

PAR **MATHILDE FRÉGEON**  
Alors que Sophie Binet, une ancienne de l'UNEF dite « Solidarité étudiante » a été élue à

la tête de la CGT en 2023, c'est en cette même année que paraît une belle synthèse proposée par deux anciens du syndicat étudiant, investis dans le collectif « Pour l'histoire de l'UNEF » et au sein du Groupe d'étude et de recherche sur les mouvements étudiants (GERME). Leur travail est d'autant plus impressionnant que, du fait de l'incroyable perte des archives du bureau national au moment de la réunification de 2001, il leur a fallu patiemment reconstituer des sources (par exemple la liste des différentes directions depuis 1971).

L'organisation thématique de l'ouvrage propose un premier chapitre récapitulatif : si l'histoire de l'UNEF remonte à 1907, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'elle prend son essor (charte de 1946 dans laquelle l'étudiant est un travailleur « comme les autres »), et plus encore dans les années 1960 lorsque le nombre des étudiants augmente fortement. Or le mouvement de 1968 révèle les difficultés du PCF dans le monde étudiant et, par opposition, met en lumière l'UNEF (dirigée par Jacques Sauvageot, alors au PSU) dont beaucoup de membres, notamment les trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), veulent transformer la société *via* l'organisation étudiante, en faire un quasi-parti.

Au 57<sup>e</sup> congrès de décembre 1968, huit AGE (association générale des étudiants, l'unité de base de l'UNEF au sein des universités) demandent à participer aux élections étudiantes permises par la loi Faure. La scission est en cours, les trotskistes refusant de participer à la cogestion, toute relative, des établissements. En 1971, deux congrès sont organisés successivement, créant deux UNEF rivales.

Si l'UNEF-Unité syndicale dominée par les trotskistes (UNEF-ID à partir de 1980, après une négociation entre lambertistes, PS et FO), est relativement bien travaillée (y compris par les souvenirs de ses propres responsables, Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray, Philippe Campinchi...), l'UNEF communiste dite « Renouveau » puis « SE » n'avait jamais eu son étude d'ensemble. C'est désormais chose faite, et cela permet de comprendre le succès des années 1970 (apogée des effectifs en 1976), puis les difficultés à partir des années 1980, lorsque l'UNEF-ID la dépasse dans les élections et dans les adhésions, à un moment où c'est toute la « nébuleuse communiste » qui entre en crise. Histoire syndicale, histoire par le bas (le chapitre 3 « Militer » s'interroge sur l'implantation locale, la presse, la féminisation), histoire de la galaxie communiste puisque, si le PCF ne donne pas ses directives, l'UNEF est bien dès l'origine un relais du parti dans le monde étudiant. ●



**Loin, très loin  
de Jean-Luc  
Mélenchon... Du pape  
François à Domenico  
Losurdo, penseur du  
communisme**

L'Harmattan, 2024  
**VALÈRE STARASELSKI**

PAR **HOËL LE MOAL**  
Malgré un titre inutilement

provocateur (d'autant qu'il ne sera jamais question de Mélenchon dans l'ouvrage), le nouvel essai de Valère Staraselski est un aiguillon stimulant pour qui veut articuler l'air du temps à la possibilité du communisme au XXI<sup>e</sup> siècle. Constitué essentiellement d'articles déjà parus dans *L'Humanité* ou sur le blog « La faute à Diderot », l'auteur propose des réflexions pertinentes sur la question nationale (la gauche se contente selon lui de la « vision régnante, antijacobine, anti-État, libertaire de la deuxième gauche »), sur le bilan des différents partis communistes (qui ont fait avancer, notamment en France, des « réformes non réformistes » comme la Sécurité sociale), sur le nécessaire combat contre l'antisémitisme. L'auteur appartient aussi à ces communistes qui invitent le PCF à « sortir des cartels électoralistes, du gauchisme culturel ». On peut regretter une certaine redondance du contenu (diverses allocutions prononcées